

PRESIDENCE : Monsieur Christian ESTROSI, président

DELIBERATION N° 23.5 : COMMUNE DE CARROS - BILAN DE LA MISE A DISPOSITION DU PUBLIC - ADOPTION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N° 1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Etaient présents : M. Christian ESTROSI, Mme Isabelle BRES, M. Alain FRERE, Mme Colette FABRON, M. Gérard MANFREDI, M. Xavier BECK, M. Charles SCIBETTA, M. Jean-Paul DALMASSO, M. Christophe TROJANI, M. Philippe PRADAL, Mme Dominique ESTROSI-SASSONE, M. Christian TORDO, Mme Janine GILLET, M. Rudy SALLES, M. Jean-Marie BOGINI, M. Pierre-Paul LEONELLI, Mme Véronique PAQUIS, M. Antoine VERAN, M. Jean-Marie AUDOLI, Mme Paule BECQUAERT, Mme Josiane BORGOGNO, M. Philip BRUNO, M. Angelin BUERCH, M. Paul BURRO, M. Stéphane CHERKI, M. René CLINCHARD, M. Bernard CORTES, M. Pierre-Paul DANNA, Mme Patricia DEMAS, M. Jean-François DIETERICH, Mme Christelle D'INTORNI, M. Jean-Paul FABRE, M. Jean-Pierre BERNARD, M. Henri GIUGE, M. Claude GUIGO, M. Jean-Pierre ISSAUTIER, M. Roger MARIA, M. Jean-Michel MAUREL, Mme Murielle MOLINARI, M. Gérard STEPPEL, M. Maurice ALBERTI, M. Bernard BAUDIN, Mme Micheline BAUS, Mme Emmanuelle BIHAR, Mme Marcelle CHANVILLARD, M. José COBOS, Mme Marie-Madeleine CORBIERE, Mme Maty DIOUF, Mme Hélène FABRIS, Mme Emmanuelle FERNANDEZ-BARAVEX, M. Jean-Michel GALY, M. Olivier GUERIN, Mme Corinne GUIDON, Mme Christine JACQUOT, Mme Fatima KHALDI-BOUOUGHROUM, Mme Marie-Christine LEPAGNOT, M. Michel MONTAGNAC, Mme Catherine MOREAU, Mme Laurence NAVALES, M. Simon PEGURIER, Mme Marie-Dominique RAMEL, M. Olivier ROBAUT, M. Philippe ROSSINI, M. Robert ROUX, M. Hervé SPIELMANN, M. Emile TORNATORE, Mme Claude BRUN, Mme Martine MARTINON, Mme Marie-Christine ARNAUTU, M. Gérard VANDERBORCK, M. Guillaume ARAL, Mme Liliane CARREAU, Mme Célia GEORGES, M. Paul CUTURELLO, M. Fabrice DECOUPIGNY, M. Benoit KANDEL, Mme Martine OUAKNINE, M. Roger ROUX, M. Joseph SEGURA, Mme Catherine CHAVEPEYRE-LUCCIONI, M. Bernard ASSO, Mme Martine BARENGO-FERRIER, Mme Pascale GUIT, Mme Françoise MONIER, Mme Denise FABRE, M. Marcel VALANI, Mme Dominique BOY-MOTTARD, M. Marc-André DOMERGUE, M. Honoré COLOMAS, M. Richard LEMAN, Mme Joëlle MARTINAUX, Mme Anne-Laure RUBI, M. Gilles VEISSIERE, Mme Agnès RAMPAL, M. Patrick ALLEMAND, M. Jean-Michel SEMPERE représenté par Mme Georgette MAESTRIPIERI-COLOCCI,

Etaient absents ou excusés : Mme Marine BRENIER, M. Joseph CALZA, M. André CHAUVET, M. Jacques DEJEANDILE, M. Loïc DOMBREVAL, M. Jean-Marc GLAUME, M. Richard LIONS, M. Franck MARTIN, M. Gaël NOFRI, Mme Anne RAMOS, M. Henri REVEL, M. Philippe SOUSSI, M. Jean THAON, M. Richard PAPAIZIAN, M. Auguste VEROLA, Mme Andrée ALZIARI-NEGRE a donné pouvoir à Mme Véronique PAQUIS, M. Gérard BAUDOUX a donné pouvoir à M. Bernard BAUDIN, M. Olivier BETTATI a donné pouvoir à M. Benoit KANDEL, M. Fernand BLANCHI a donné pouvoir à Mme Josiane BORGOGNO, Mme Amélie DOGLIANI a donné pouvoir à Mme Catherine CHAVEPEYRE-LUCCIONI, Mme Christine DOREJO a donné pouvoir à M. Patrick ALLEMAND, Mme Pascale FERRALIS a donné pouvoir à M. Christian ESTROSI, M. Alexandre FERRETTI a donné pouvoir à Mme Isabelle BRES, M. Jean-Luc GAGLIOLO a donné pouvoir à Mme Martine OUAKNINE, M. Patrick GUEVEL a donné pouvoir à Mme Corinne GUIDON, Mme Danielle HEBERT a donné pouvoir à M. Jean-Pierre BERNARD, Mme Gisèle KRUPPERT a donné pouvoir à Mme Christelle D'INTORNI, Mme Nadia LEVI a donné pouvoir à Mme Emmanuelle BIHAR, Mme Brigitte LIZEE-JUAN a donné pouvoir à M. Marcel VALANI, Mme Nicole MERLINO-MANZINO a donné pouvoir à M. Rudy SALLES, M. Louis NEGRE a donné pouvoir à M. Hervé SPIELMANN, M. Hervé PAUL a donné pouvoir à Mme Janine GILLET, Mme Anne SATTONNET a donné pouvoir à M. Simon PEGURIER, M. Jean-François SPINELLI a donné pouvoir à M. Paul BURRO.

Secrétaire : Madame Célia GEORGES.

Au cours de cette séance, le conseil métropolitain s'est prononcé sur le dossier suivant :

DELIBERATION DU CONSEIL METROPOLITAIN

<i>Séance du 01 février 2018</i>	<i>N° 23.5</i>
<i>RAPPORTEUR : Monsieur Christian TORDO - Président de la commission emploi, développement économique, aménagement et urbanisme</i>	
<i>COMMISSION : 3 - EMPLOI, DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, AMENAGEMENT ET URBANISME</i>	
<i>OBJET : COMMUNE DE CARROS - BILAN DE LA MISE A DISPOSITION DU PUBLIC - ADOPTION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N° 1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME</i>	

Le conseil métropolitain réuni en séance publique,

Après audition de la commission compétente,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.5211-41-3, L.5217-1 et L.5217-2,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-45 et L.153-47,

Vu le décret n° 2014-1606 du 23 décembre 2014 portant transformation de la métropole dénommée « Métropole Nice Côte d'Azur »,

Vu la délibération n° 18.2 du conseil métropolitain du 21 juin 2013, approuvant le plan local d'urbanisme (PLU) de Carros,

Vu la délibération n° 18.20 du conseil métropolitain du 20 décembre 2013 définissant les modalités de mise à disposition relatives aux procédures de modification simplifiée de la Métropole,

Vu la délibération n°23.1 du conseil métropolitain du 11 septembre 2015 approuvant la modification n° 1 du PLU de Carros,

Vu l'arrêté métropolitain du 7 juillet 2017 définissant les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée,

Vu la délibération du 28 novembre 2017 du conseil municipal de Carros relative à la modification simplifiée n° 1 du PLU,

Vu le projet de modification simplifiée du PLU de Carros,

Vu les avis de l'Établissement Public d'Aménagement de la Plaine du Var – Eco Vallée, de la Chambre de commerce et d'industrie Nice Côte d'Azur, du Conseil départemental des Alpes-Maritimes, de la Chambre d'Agriculture des Alpes-Maritimes, et les remarques de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de Provence-Alpes-Côte d'Azur,

OBJET : COMMUNE DE CARROS - BILAN DE LA MISE A DISPOSITION DU PUBLIC - ADOPTION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N° 1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Vu la consultation publique qui s'est tenue du 24 juillet au 1^{er} septembre 2017 inclus,

Vu le bilan de la consultation publique,

Considérant que la modification simplifiée n° 1 du PLU a pour objet de corriger une erreur matérielle figurant dans le règlement en vigueur, soit une phrase de l'article UD6 du règlement, relative à l'implantation des bâtiments le long de la route métropolitaine n°1 ayant malencontreusement disparu,

Considérant que ledit projet de modification simplifiée a été notifié aux personnes publiques associées avant le début de la mise à disposition du public,

Considérant que les modalités de mise à disposition du public définies par l'arrêté métropolitain ont été accomplies, notamment :

- le projet de modification, l'exposé de ses motifs et les avis émis par les personnes publiques associées, ainsi qu'un registre permettant au public de formuler ses observations, ont été tenus à sa disposition à la mairie de Carros et à la Métropole, service de la planification, du 24 juillet au 1^{er} septembre 2017 inclus, ainsi que sur le site Internet de la Métropole,
- un avis au public précisant l'objet de la modification simplifiée n° 1, les dates de début et de fin de la mise à disposition, le lieu et les heures où le public a pu consulter le dossier et formuler des observations a été publié huit jours avant le début de celle-ci, dans deux journaux locaux diffusés dans le département,
- cet avis a été affiché sur les lieux habituels de l'affichage à la Métropole et sur le territoire de la commune de Carros, huit jours avant le début de la mise à disposition et durant toute la durée de celle-ci, ainsi que sur le site Internet de la Métropole,

Considérant que la Chambre d'Agriculture des Alpes-Maritimes a émis un avis sans formuler d'observation par courrier du 18 juillet 2017,

Considérant que l'Etablissement public d'aménagement de la Plaine du Var - Eco Vallée a émis un avis favorable par courrier du 26 juillet 2017,

Considérant que la Chambre de commerce et d'industrie Nice Côte d'Azur a émis un avis favorable, par courrier du 1^{er} août 2017,

Considérant que le Conseil départemental des Alpes-Maritimes a émis un avis favorable par courrier du 10 août 2017,

Considérant que, par courriel du 18 juillet 2017, la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) a transmis deux remarques :

OBJET : COMMUNE DE CARROS - BILAN DE LA MISE A DISPOSITION DU PUBLIC - ADOPTION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N° 1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME

1. La zone UD impactée par la modification simplifiée n° 1 est immédiatement voisine de la zone UZ dans laquelle figure le Plan de prévention des risques technologiques (P.P.R.T.) et Primagaz, et il faut réduire par tous moyens le nombre de victimes potentielles d'un accident technologique.

Il convient donc que les voies publiques desservant « l'habitat » du secteur UD n'aient pas pour effet d'augmenter le nombre de « cibles humaines, y compris mobiles », menacées par un accident technologique. Ainsi, le deuxième alinéa de l'article UD2 suivant devrait être repris in extenso dans l'article UD3 consacré aux accès et voiries : « Dans les secteurs concernés par des risques naturels, technologiques ou des nuisances, délimités aux documents graphiques ou en annexes du PLU, toutes les occupations et utilisations du sol non interdites à l'article 1 doivent respecter les dispositions de l'article 6 des dispositions générales du présent règlement. En tout état de cause, ce sont les dispositions les plus restrictives qui s'appliquent sur le dit-terrain »,

2. L'annexe du PLU concernant le P.P.R.T. est obsolète,

Considérant qu'il convient d'apporter les réponses techniques suivantes :

1. L'exigence de recul apportée à l'article UD6, si elle vise à structurer un ordonnancement urbain, aura pour conséquence de réduire les espaces bâtis le long de la Route métropolitaine 1.

Le nombre de personnes exposées au risque en sera donc réduit de fait.

Il n'est donc pas nécessaire de modifier l'article UD3 car, de fait, c'est la règle la plus restrictive qui s'applique,

2. La mise à jour du PLU suite à l'approbation du P.P.R.T. a bien été exécutée par l'arrêté métropolitain du 18 février 2016,

Considérant que le bilan de la mise à disposition est le suivant :

- par courriers susvisés :
 - o Avis favorable de l'Etablissement public d'aménagement de la Plaine du Var-Eco Vallée, de la Chambre de commerce et d'industrie Nice Côte d'Azur, et du Conseil départemental des Alpes-Maritimes,
 - o Avis sans observation de la Chambre d'Agriculture,
 - o Remarques de la DREAL auxquelles il a été apporté des réponses techniques ci-avant,
- aucune observation n'a été déposée sur les registres mis à la disposition du public,

Considérant qu'il n'y a donc pas lieu de modifier le dossier mis à disposition du public,

Considérant l'avis du 28 novembre 2017 du conseil municipal de Carros sur le dossier tel qu'annexé à la présente délibération,

OBJET : COMMUNE DE CARROS - BILAN DE LA MISE A DISPOSITION DU PUBLIC - ADOPTION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N° 1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME

APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE

1°/ tire le bilan de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée, tel que présenté ci-dessus,

2°/ adopte le projet de modification simplifiée n° 1 du plan local d'urbanisme de Carros, tel qu'annexé à la présente délibération,

3°/ autorise monsieur le président ou l'un des vice-présidents ou conseillers métropolitains délégataires de signature à accomplir toutes les formalités et à signer toutes les pièces consécutives à l'exécution de la présente délibération.

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole et en mairie de Carros pendant un mois.

Mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département des Alpes-Maritimes.

La délibération sera en outre publiée au recueil des actes administratifs de la Métropole.

Le dossier est tenu à la disposition du public : à la Métropole, Service de la planification – Immeuble Les Cimes, 5^{ème} étage - 455 promenade des Anglais, et à la mairie de Carros, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

ADOpte A L'UNANIMITE



**POUR EXTRAIT CONFORME
LE PRESIDENT,
Christian ESTROSI**